

Kiffa, capitale de l'Assaba

Cet article est une reprise actualisée d'un papier qui a été écrit ici même à l'occasion de la pose de la première pierre du projet d'alimentation de Kiffa en eau.

Depuis, bien des remous ont secoué le microcosme local. Notamment la recombinaison des certaines factions ou encore l'apparition de nouvelles forces.

Jamais visite du Président n'aura été autant tribalisée. La Wilaya semble avoir encouragée le phénomène y trouvant une possibilité d'aiguiser les contradictions et la concurrence pour voir l'essentiel de l'effort supporté par les locaux. Ce qui permettra d'économiser le budget disponibilisé par le Trésor public.

Le territoire de chacun

«Awlad Ghaylane ! Awlad Ghaylane !», le passant devant les dizaines de chameliers alignés en attendant l'arrivée du Président, est surpris d'entendre le nom de la tribu du nord crié par des dizaines de chameliers qui, visiblement, tenaient à faire remarquer leur présence. 120 chameliers, c'est au total ce que les Awlad Ghaylane ont rassemblé. Il s'agit d'une tribu guerrière de l'Adrar dont des pans entiers étaient descendus le siècle dernier vers le Tagant. Le mouvement de ces grands nomades vers le sud s'est poursuivi à l'occasion des sécheresses cycliques. On retrouve aujourd'hui les Awlad Ghaylane un peu partout en Assaba, notamment dans les environs de Al Ghayra. «Les populations d'origine Adrar vous souhaitent la bienvenue», lisait-on sur une banderole.

L'arrivée du Président est l'occasion pour tous les ensembles

tribaux de manifester leur présence souvent sous l'égide d'une figure politique en mal de positionnement sur l'échiquier local. Avant et pendant la visite, ce sont des processions continues devant les cadres qui choisissent, chacun, un PC à partir duquel il va «rayonner». Les scènes se suivent et se ressemblent : afflux de gens souvent nécessiteux, distribution de pécules (comme décrit par le Président dans son discours à Kiffa), youyoues en l'honneur du fils prodigue, poèmes d'occasion, défilé de quémandeurs et thuriféraires de toutes sortes (gens de castes, journalistes de pacotille, hommes du renseignements, parfois des responsables de la sécurité...). L'essentiel étant de créer une activité, un mouvement de va-et-vient autour d'un PC qui porte le nom de celui qui veut consolider sa position. Quand on entre par la direction de l'aéroport, le premier point de regroupement est une maison, ancienne bâtisse coloniale, ayant fait l'objet d'une réforme au profit d'un potentiel local. Et c'est lui aujourd'hui qui s'estime redevable au système qui lui a offert cette belle maison et son grand espace à un prix inespéré. Banderoles, mouvement de gens, cris de joie... Puis les restaurants de la gare routière. A l'ombre des vieux «mbars», des dizaines d'enfants et de femmes attendent le passage du cortège. Ils sont pour la plupart venus des environs de la ville dont ils ne connaissent que la gare et le marché. La Kiffa originelle est absente ce jour-là des rues. La ville n'a pas arrêté de vivre à son rythme quotidien. Les commerces, mis à part les grandes épiceries du carrefour central, n'ont pas fermé. Même les «standards», cette sorte de boîte à musique, ont continué à distiller leur cacophonie couvrant ainsi les «nechid el kitab» et autres hymnes déclamés à l'occasion. Mais c'est quoi cette ville de Kiffa

Noyer les autochtones

Kiffa, c'est d'abord cette population de «souche», descendants des premiers habitants du poste colonial. En général des esclaves venant trouver refuge dans ces «villages de liberté» que l'administration avait édifié pour encourager la fuite des esclaves. Puis les éléments africains de la petite armée d'occupation, composés pour l'essentiel de Bambaras du Mali. Mais aussi des Maures et Toucouleurs venus profiter de la manne éventuelle de l'administration. Un bourg composé des quartiers Leqdimma, Alâg, Timmiche... Une sorte de melting-pot où la condition sociale d'antan a vite fait de s'effriter cédant la place à de nouvelles valeurs basées plus ou moins sur le travail, la richesse et le positionnement par rapport au pouvoir dominant. C'est cette population qui est visée par le PM, Me Sghaer Ould M'Bareck au nom du sectarisme haratine. Bravant les cadres locaux, Me Sghaer est entré sans ménagement sur cette scène à laquelle il reste étranger. Sa tentative a vite été tournée en fiasco par les fils de Leqdimma qui ont réuni les leurs et les ont engagés à refuser l'intrusion. Reste à savoir si les hauts fonctionnaires profitant de la manne du pouvoir, vont continuer à s'intéresser à ces populations largement inondées par les flux du monde rural. Est-ce que Merzoug & C° vont soutenir une action de développement à Leqdimma ou pas ?

Il faut dire que malgré leurs origines, les habitants de ces quartiers sont cependant restés en rapport étroit avec les tribus environnantes, chaque chefferie ayant une famille d'attache dans la ville naissante. Tout le monde y trouvait son compte : pour les «diambours» - appellation péjorative de ces populations dont on veut rappeler ici l'origine servile - c'est l'occasion d'être parrainés par un chef tribal, pour celui-ci il s'agit de couvrir matériellement son voyage (prise en charge complète) vers le centre administratif. Ce clientélisme crée des liens qui subsisteront à la colonisation et à l'Etat indépendant. La sécheresse aidant, Kiffa devait connaître un exode massif de populations rurales venus de contrées environnantes, sinon du nord lointain. Notons que les

Idawa'li, descendants du Tagant sont aujourd'hui une composante essentielle de la société kiffoise. Avec l'influence de grands commerçants locaux (Ehl Tajeddine par exemple), et celles des cadres enrichis à partir de la fonction (directeur de l'ONS par exemple), avec cette influence mais aussi le poids réel de l'ensemble, les Idawa'li pourraient bouleverser l'échiquier de Kiffa.

Le rat des villes, le rat des champs

Mais les tribus de l'espace Rgueiba sont restées influentes. A Kiffa, la scène politique a longtemps été dominée par l'affrontement Ehl Sidi Mahmoud/Chraiti. A l'époque du Parti du Peuple Mauritanien (PPM), le choix pour les deux députés s'est porté sur Chrif Ould Mohamed Mahmoud appartenant à la famille Ehl Sidi Mahmoud, et Mokhtar Ould Ahmed Ould Ethmane, chef général des Chraiti. Au temps des Structures d'éducation des masses (SEM, années 80), c'est Mokhtar Ould Bouceif des Chraiti qui en sera l'animateur. Il sera secondé par un Tajakant du nom de Mokhtar Ould Amine. Ehl Sidi Mahmoud sont relégués momentanément. Peut-être pour avoir hésité à soutenir franchement les militaires.

Quand arrivent les municipales de 1986, Kiffa est bouleversée par un nouvel ordre qui impose les gens de la ville en la personne de feu Michel Vergez, frère de Gabriel Cymper puissant ministre de l'intérieur de l'époque et premier maire de la ville. Autour des «autochtones», c'est toute une logique de ralliement qui se déclenche : les minorités tribales comme Idawa'li n'hésitent pas à suivre Michel Vergez, au nom de l'alliance contre les «riuraux» et surtout pour une question d'intérêt. C'est sur cet électoral citadin et conscient que devait naturellement s'appuyer plus tard Mohamed Mahmoud Ould Mohamed Radhi, secrétaire général de l'UTM, cadre du mouvement national démocratique (MND d'obédience marxiste) et futur chef de tribu (ensemble Ehl Sidi Mahmoud). Ould Mohamed Radhi n'aura aucun mal à battre Mokhtar Ould Bouceif (Chraiti) bénéficiant pourtant du soutien de



l'administration. Est-ce pour cela que le PRDS choisira pour les deux derniers mandats de présenter un maire issu de l'ensemble Ehl Sidi Mahmoud ? Ensemble longtemps divisés par l'existence d'une faction dirigée par Salimou Ould Touerjenna. Ces divisions qui ont marqué la fin des années 90, s'estompent pour laisser la place à une certaine cohésion autour de la personne de Ould Mohamed Radhi qui est, au-delà de la chefferie des Ehl Sidi Mahmoud, une figure du combat militant dans les vieux quartiers de la ville. «Ould Mohamed Radhi aurait pu être utilisé par le pouvoir pour casser la logique tribale, nous explique un cadre de la région. Mais l'administration locale préfère entretenir les clivages et les susceptibilités pour mieux se servir».

Si la scène kiffoise est dominée par Ehl Sidi Mahmoud, cela se comprend aisément : toutes les communes les plus proches appartiennent à cet ensemble à part Hsey Tine (Laghal), Légrane (Jlalva) et Nwamlein (Tajakant). Ces dernières années, nous assistons à un regain d'activités de la part de ces communautés qui s'impliquent d'avantage dans la vie politique de la capitale régionale. Autour de Youssouf Ould Abdel Salam (secrétaire général de la section PRDS), c'est toute la communauté de Hsey Tine qui est engagée. Ceux de Légrane se mobilisent autour de la famille Menkouss dont le patriarche, Yahya est l'un des députés de Kiffa. Alors que les Tajakant de Nwamlein se retrouvent autour de la famille Ehl Tolba. Si ceux de Hsey Tine ont longtemps refusé de s'aligner sur l'un des protagonistes de la scène kiffoise, ce n'est pas le cas des autres qui choisissent, selon les circonstances, de renforcer l'un ou l'autre des dans ennemis. Aujourd'hui la situation a quelque peu changé pour ces petits ensembles. Le départ de Dr Louleid Ould Weddad des hautes sphères du pouvoir a privé la communauté Laghal de Hsey Tine d'un appui principal. Profitant des dernières élections

Suite page 10



Kiffa, capitale de l'Assaba

sénatoriales de Boumeïdeï qui ont connu une candidature Hsey Tine contre le PRDS, les autres communautés ont vite essayé la mise à l'écart de cette nébuleuse à l'occasion de la visite.

À Kiffa, toutes les tribus sont divisées en factions. Tous les clivages de l'Assaba apparaissent ici en surface. Surtout lors des visites du Président.

Batailles fratricides

La confrontation prend souvent l'allure d'une lutte passionnée et occasionne parfois les dérives sanguinaires. On se souvient encore des rixes qui ont fait beaucoup de blessés à l'occasion de l'implantation du parti au pouvoir ou des campagnes électorales des années 80 et 90. Les divisions épousent celles que connaissent les deux ensembles principaux : Ehl Sidi Mahmoud et Chraïtî. En général, il s'agit de guerres de clans entre la chefferie traditionnelle et les forces montantes qui entendent prendre – ou reprendre – une place prépondérante au sein de l'ensemble tribal. Au sein de Ehl Sidi Mahmoud de Kiffa, les jeux ont été plus ou moins clairs pendant ces dernières décennies, parce que la bataille se cristallisait autour de deux personnes, Ould Mohamed Rachi et Ould Toueirjenna. Il n'en est rien des Chraïtî dont les divisions dépassent largement le groupe et le département. En effet entre les familles Ehl Ahmed Ould Ethmane et Ehl Bouceïf, c'est la rude concurrence. Visiblement encouragée par les pouvoirs publics qui n'hésitent pas à la provoquer et à l'intensifier, cette « concurrence » est visible jusque dans le département de M'Bout. Lors des dernières implantations du PRDS, les vieux ressentiments ont été « revivifiés » par le choix de Abderrahmane dit Dane, fils de Ethmane Ould Ahmed Ould Ethmane, au poste de fédéral du PRDS en remplacement de Mokhtar Ould Bouceïf. Comme partout en Mauritanie, ce sont les divisions dans la capitale régionale qui détermineront le jeu politique dans l'ensemble de la région.

Dès 1986, la scène est dominée par l'affrontement de deux courants : celui de la chefferie traditionnelle et celui des périphéries tribales. On parle parfois des « gens de la ville contre ceux des campagnes », parfois de telle branche de la chefferie contre

une autre, ou encore de la nouvelle élite contre la nomenklatura, mais au fond, l'enjeu reste le même : garder le statu quo pour certains, recomposer l'espace pour d'autres.

Cristallisées lors des premières élections municipales de 1986, ces divisions allaient prendre forme autour de deux couleurs : le bleu, signe en général des chefferies traditionnelles, et le jaune, symbole du changement. Les protagonistes allaient s'affronter passionnément à travers les listes. Tant et si bien qu'on oublie les appartenances tribales pour les replacer par les couleurs.

La démocratie suscite le fractionnement

Mais c'est sans doute à Guérou que l'affrontement prend des dimensions épiques nationales. Ici, ce sont les « cadres » qui refusent désormais la mainmise de leurs aînés. Une sorte d'affrontement entre la nouvelle élite et la nomenklatura traditionnelle. Cette dernière, ralliée sous la bannière bleue, a toujours eu pour leader incontesté Mohamed Abderrahmane Ould Moyne, ancien ministre, ancien ambassadeur, co-fondateur de l'Alliance pour une Mauritanie démocratique (AMD, années 80 autour des Kadîhines de Ould Abderrahmane et des grandes chefferies traditionnelles). Quand il a été choisi comme ambassadeur pour la première fois, il y avait peu de cadres issus de ce grand ensemble que sont les Tajakant. Mais l'arabisation du système éducatif devait inverser tous les sortants de l'enseignement traditionnel et de celui de la medersa de Boutilimitt dans l'administration. La vocation « émigrante » de la tribu allait profiter aux jeunes pour avoir des diplômés à l'extérieur (ENAP de Rabat principalement). Appartenant tous plus ou moins à la mouvance nationaliste arabe, ces cadres donnent à l'affrontement un fondement idéologique (nasériens contre kadîhine et AMD). Mohamed Lemine Salem Ould Dah arrive, par hasard à diriger cette faction anti-Moyne. Cet administrateur autoritaire et arabisant, tente d'abord de s'imposer en commis de l'Etat. Mais très vite il se convertit à la politique et se retrouve à la tête du groupe des cadres. Son leadership en son sein n'est cependant pas ac-

quis. Les va-et-vient des cadres d'un ensemble à l'autre affectent plus les jeunes loups. La responsabilité est alors imputée au leader qui est toujours contesté. Aujourd'hui, deux branches sont nées de la faction de MLSOD. De l'autre côté, la faction Ould Moïne a beaucoup souffert de ses derniers positionnements lors de l'élection présidentielle de 2003. Hésitant à suivre sans condition le candidat du pouvoir, Ould Moïne n'a pas donné de consigne formelle de vote. Son monde est alors parti en ordre dispersé. Certains de ses proches ont choisi Haidalla entraînés par le courant islamiste. D'autres Ould Daddah. Mais le plus grand nombre est allé au PRDS mais encore une fois sans coordination entre les hommes jusque-là de seconde main. Quatre fractions s'y affrontent actuellement.

Ce n'est pas à Guérou seulement que l'ensemble Tajakant à l'occasion de s'affronter. À Barkéwol, la scène politique est aussi une sorte d'ex-croissance de celle de Guérou. Toujours les « bleus » contre les « jaunes », traditionnels contre élite nouvelle. Dans l'Afout très pauvre et très peuplé (plus de 70 000 habitants dans le département), ce sont les fortunes qui permettent aux hommes d'être aux avant postes. Ici deux hommes symbolisent les affrontements inter-Tajakant : Bobaye Ould Ammar défendant les couleurs des jaunes et Khattarou Ould Nouh pour les bleus. À travers ces hommes, les tendances tentent de s'approprier un électoral essentiellement haratine, déjà trop occupé par le labeur pour être pris par les querelles politiques. Très tribalisés, ces haratines se retrouvent au sein de trois fractions Tajakant : R'madhine (sans doute les plus importants), Ideychif et Legwalil. L'entente tribale a d'abord permis de se partager les postes électifs : la Mairie centrale de Barkéwol et l'un des députés pour Legwalil, 1 député pour R'madhine et le sénateur aux Ideychif. C'est ainsi que, bon an mal an, les choix du PRDS sont toujours passés sans grands problèmes dans tout le département. Jusqu'en 2000, quand le PRDS présente un haratine au poste de sénateur. Considéré comme « bleu », le candidat PRDS se retrouve en face d'un candidat Legwalil fortement appuyé par les jaunes qui

voient dans la candidature du premier une sorte de défi. Non sans difficultés, le PRDS est battu. Mais la scène politique s'en trouve remise en cause. Le chef de file des jaunes est de plus en plus décrié. Tandis qu'une logique de réconciliation s'engage autour d'un leitmotiv : éviter d'être une ex-croissance de Guérou. À Barkéwol, on veut désormais ressortir sa spécificité. Ce sont les bleus qui s'activent autour de cette question. La défaite du candidat PRDS à la mairie de 2001 face à l'Union des forces du progrès qui a largement profité des mécontentements au sein du PRDS dans un département où elle est quand même fortement implantée, cette défaite devait donner une impulsion de plus aux factions dans le sens des retrouvailles. La promotion fulgurante – et inexplicable – de Mohamed Kaber Ould Khattri d'abord à la présidence de la Cour Suprême, ensuite au ministère du commerce, cette promotion devait donner à ce personnage haut en couleurs des ambitions de leader politique local. Issu d'un ensemble relativement peu nombreux, Awlad Ely, Mohamed Kaber a momentanément tenté de s'imposer comme le rassembleur des gens de Barkéwol. Mission difficile pour cet homme qui aurait sans doute pu terminer sa carrière d'administrateur « moderne » loin des feux de l'actualité. En cela il reste le prototype de la génération Maaouiya des politiciens locaux.

Hors territoire Tajakant, c'est à Kankossa que l'expression des divisions est la plus évidente. Ici, ce sont toutes les contradictions entre l'ensemble Ehl Sidi Mahmoud qui font surface. D'une part au sein de la famille au sens restreint (oppositions au sein de la famille Ehl Hammakhattar) et d'autre part entre la chefferie traditionnelle et la composante Teghda. Comme partout, la chefferie traditionnelle est ici décriée pour son incapacité à partager. Pendant longtemps, la famille Hammakhattar, à travers la personne de Ahmedou qui fut longtemps député et haut fonctionnaire, cette famille a été l'interlocuteur privilégié du pouvoir. Mais les ressentiments contre la personne au sein de la famille d'abord et de la fédération ensuite (Ehl Sidi Mahmoud et Teghda) ont favorisé l'apparition d'une nouvelle force. Fédérée autour de la personne de Kaba Ould Elewa dans un premier temps, elle sonne le glas de la famille Hammakhattar qui maintient cependant sa présence dans l'organigramme électif du

parti au pouvoir. Mohamed Mahmoud Ould Hammakhattar, chef général et directeur du crédit maritime, devient le deuxième député de Kankossa lors des élections de 2001. L'autre poste de députation échoit à la faction adverse. Par son action et sa position au sein de l'échiquier politique national, Kaba Ould Elewa réussit à réunir la composante Teghda autour de sa personne. L'ouverture sur les autres composantes du département est un atout supplémentaire permettant de bénéficier de l'appui des minorités vivant sur le territoire de Kankossa (Idawalli...). Lors des implantations des structures de base du PRDS, c'est la tendance Kaba qui l'emporte partout. Les choix du parti aux dernières élections de 2001 ont été faits sur la base des propositions de ces structures. C'est ainsi que les choix se sont faits dans le sérail du puissant ministre de la défense. Et partout c'est le PRDS qui l'avait emporté. Un atout de plus pour Ould Elewa dont l'aura est aujourd'hui contestée par des dissidents qui tentent de le déstabiliser.

Boumeïdeï est sans doute le département qui fait le moins parler de lui. Habité essentiellement par la communauté Ghoudh, ce département abrite deux écoles : celle de Ehl Adde et celle de Ehl Cheikh El Ghazwani. Même si les divisions s'expriment en terme tribal au sein de la tribu Ideyboussat, c'est d'abord un débat confrérique qui divise. La confrontation est alimentée cependant à partir du Hodh où, au niveau de Tamchekett, Aioun et Tintane, les Ideyboussat s'affrontent. Des personnalités trouvent ici l'occasion de se manifester. C'est le cas de Isselmou Ould Mohamed Vall, ancien secrétaire d'Etat à l'alphabétisation et figure emblématique de la politique au Hodh et au sein de l'ensemble Ideyboussat.

En Assaba, la capitale Kiffa "commande" son hinterland. Ce sont les soubresauts de son microcosme qui rythment la vie régionale. Avec la montée dans cette ville de nouvelles forces, de nouvelles figures, de grandes recompositions sont toujours à l'ordre du jour.

MFO